Corrigé du brevet d’histoire-géographie 2007 : Nouvelle-Calédonie, session 2007

Corrigé du brevet d’histoire-géographie – 3ème

Voici le corrigé du brevet d’histoire-géographie et d’enseignement moral et civique, session 2007 « Nouvelle-Calédonie ». Chaque réponse est rédigée, et le développement construit est donné en entier comme modèle. Pour progresser, fais d’abord le sujet seul, puis repère ce qui manque dans ta copie. Ensuite, comble tes lacunes avec le programme d’histoire de 3ème.

Première partie : Histoire ou Géographie (18 points)

Un seul des deux sujets était à traiter. Les deux sont corrigés ici.

Sujet 1 : Histoire, la réponse de la France à la crise des années trente

Question 1 : les problèmes de la France en 1935

Sur le plan social : la misère (les logements délabrés, le chômage et la pauvreté montrés sur la couverture). Il y a aussi le manque de pain, que la brochure oppose au slogan « pour le pain ». Sur le plan politique : la menace du fascisme (la photographie de dictateurs faisant le salut fasciste). Il y a aussi le risque de guerre (le soldat mort), que le document dénonce en même temps que la misère.

Question 2 : le regroupement vainqueur et son programme

Le Front populaire gagne les élections de mai 1936. D'après la brochure, son programme est de lutter contre la misère, le fascisme et la guerre. Il vise « le pain, la paix, la liberté ». Il regroupe trois partis : les communistes (72 députés), les socialistes (SFIO, 182 députés) et les radicaux (115 députés). Cela fait 369 sièges, la majorité de l'Assemblée.

Question 3 : les accords Matignon

Pour soulager la misère, l'article 4 prévoit une augmentation des salaires. Elle va de 15 % pour les plus bas à 7 % pour les plus élevés. Mesures en faveur de la liberté (trois réponses) : la liberté d'opinion des travailleurs. Il y a aussi le droit d'adhérer librement à un syndicat et d'en être membre. Les employeurs ne peuvent pas tenir compte de l'appartenance syndicale pour embaucher, répartir le travail, sanctionner ou licencier. Enfin, les travailleurs élisent des délégués ouvriers dans les établissements de plus de dix ouvriers, pour présenter les réclamations.

Paragraphe argumenté (10 points). Texte modèle.

La crise et la réponse de la gauche

La crise économique née aux États-Unis en 1929 atteint la France à partir de 1931. La production industrielle baisse, le chômage et la misère augmentent. Comment la France répond-elle à cette crise dans les années trente ?

Dans un premier temps, les gouvernements de droite ou du centre pratiquent la déflation. Ils baissent les salaires et les dépenses publiques, ce qui aggrave la misère. La crise sociale devient une crise politique. Les ligues d'extrême droite manifestent, notamment lors de l'émeute du 6 février 1934 devant l'Assemblée nationale. De plus, l'instabilité des gouvernements décourage les Français. Face à la menace du fascisme, qui s'est installé en Allemagne et en Italie, la gauche s'unit. Socialistes, communistes et radicaux forment en 1935 le Rassemblement populaire, appelé Front populaire. Il se rassemble autour de la défense de la démocratie et du programme « le pain, la paix, la liberté ».

Les réformes du Front populaire

Le Front populaire remporte les élections législatives d'avril-mai 1936 et Léon Blum, chef des socialistes, devient président du Conseil. Une vague de grèves avec occupation d'usines éclate. Le 7 juin 1936, le patronat (CGPF) et la CGT signent les accords Matignon. Ils accordent des hausses de salaire de 7 à 15 %, reconnaissent le droit syndical et créent des délégués ouvriers. Le Parlement vote ensuite les congés payés (deux semaines) et la semaine de 40 heures.

Il vote aussi la prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans, les conventions collectives et la dissolution des ligues. Ces réformes améliorent la vie des ouvriers. Mais le patronat résiste, la situation économique reste difficile, et le gouvernement de Blum cesse en 1937. En conclusion, la France répond à la crise par une expérience de réformes sociales et de défense de la République. Elle marque durablement le monde du travail.

Sujet 2 : Géographie, les migrations définitives dans le monde

Question 1 : les deux types de migration

Les migrations économiques : des travailleurs quittent des pays pauvres pour chercher un emploi dans les pays riches. Par exemple, ils partent de l'Afrique du Nord (Algérie) ou de l'Amérique latine vers l'Union européenne ou l'Amérique du Nord (États-Unis). La migration de travailleurs très qualifiés (brain drain) en est une forme. Les migrations politiques : des populations fuient des guerres ou des persécutions. Par exemple, elles partent de l'Afghanistan ou de la République démocratique du Congo vers les pays voisins comme le Pakistan. D'autres fuient Cuba et Haïti vers l'Amérique du Nord.

Question 2 : le document 2

Il s'agit d'une migration politique (réfugiés). Les raisons : la guerre, d'abord contre l'occupant soviétique puis entre groupes rivaux. Il y a aussi la sécheresse, et les frappes américano-britanniques à partir d'octobre 2001.

Question 3 : le document 3

Il s'agit d'une migration économique. Les avantages pour les pays de départ : les immigrés envoient de l'argent à leur famille. C'est souvent la première source de revenus du pays (200 milliards de dollars par an). On réinvestit ces capitaux dans les puits, les écoles, l'électrification et les dispensaires. Ils favorisent aussi la diffusion de connaissances techniques et de valeurs nouvelles.

Paragraphe argumenté (10 points). Texte modèle.

Chaque année, des millions de personnes quittent définitivement leur pays pour s'installer ailleurs. Quels sont les principaux aspects de ces migrations ?

Il existe deux grands types de migrations. Les migrations économiques sont les plus nombreuses. Des habitants de pays pauvres, comme le Mexique, les Philippines, l'Inde, le Maroc ou la Turquie, partent chercher du travail. Ils vont dans les pays riches d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Australie ou du Japon, ou dans les pays pétroliers du Proche-Orient.

Certains migrants sont des travailleurs très qualifiés (médecins, ingénieurs) qui profitent de la fuite des cerveaux (brain drain). Les migrations politiques concernent les personnes qui fuient la guerre, la dictature ou la persécution. En Afghanistan, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, des milliers de réfugiés se réfugient dans les pays voisins. Ils y vivent souvent dans des camps comme celui de Jallozai au Pakistan.

Ces migrations ont des conséquences pour tous. Les pays d'accueil trouvent de la main-d'œuvre mais doivent gérer l'intégration. Les pays de départ perdent parfois leurs habitants les plus qualifiés. Mais ils reçoivent des transferts d'argent considérables, qui servent à construire des écoles et des dispensaires. En conclusion, les migrations définitives suivent surtout une direction sud-nord. La pauvreté ou la violence les provoquent, et elles transforment les sociétés d'origine comme celles d'accueil.

Deuxième partie : Éducation civique (12 points)

L'organisation de la Défense nationale et ses missions

Question 1 : les rôles

Le Président de la République est le chef des armées, le garant de l'indépendance nationale et il est seul à pouvoir décider d'employer l'arme nucléaire. Il nomme le Premier ministre. Le Gouvernement : le Premier ministre est responsable de la Défense nationale. Le ministre de la Défense exécute la politique de défense. De son côté, le ministre des Affaires étrangères conduit la diplomatie et participe aux négociations des traités. Le Parlement vote les lois de programmation militaire et le budget de la Défense, et autorise la déclaration de guerre.

Question 2 : la participation des citoyens

Les citoyens élisent le Président de la République et les parlementaires, qui prennent les décisions de défense (document 1). La loi dit aussi que « les citoyens concourent à la défense de la Nation » par le service national universel (document 3). Depuis 1997, le service militaire obligatoire n'existe plus. Le recensement et la journée d'appel de préparation à la défense le remplacent. Les citoyens peuvent aussi s'engager comme volontaires ou dans la réserve.

Question 3 : les trois missions

Plan Vigipirate à Lyon Saint-Exupéry : protéger le territoire et la population contre le terrorisme. Cela se rattache à la sécurité et à l'intégrité du territoire et à la vie de la population. Mission humanitaire de la Marine nationale au Vanuatu : porter secours aux populations. Cela se rattache à la vie de la population. Maintien du cessez-le-feu en Macédoine dans le cadre de l'OTAN : participer à une opération de paix. Cela se rattache au respect des alliances, traités et accords internationaux.

Paragraphe argumenté (8 points). Texte modèle.

L'organisation de la défense

La défense de la France est une mission essentielle de l'État. Comment est-elle organisée et quelles sont ses missions ?

La défense nationale repose sur les institutions de la Vème République. Le Président de la République, élu par les citoyens, est le chef des armées et le garant de l'indépendance nationale. Lui seul peut décider d'employer l'arme nucléaire. Le Premier ministre est responsable de la défense nationale. Le ministre de la Défense met en œuvre la politique de défense avec l'état-major des armées. De son côté, le ministre des Affaires étrangères négocie les traités. Le Parlement vote les lois de programmation militaire et le budget, et autorise la déclaration de guerre. Les citoyens participent à la défense par leur vote et, selon la loi, par le service national universel.

Les missions de l'armée

L'ordonnance de 1959 définit trois missions. Il faut assurer la sécurité et l'intégrité du territoire et protéger la vie de la population. Il faut aussi respecter les alliances et traités internationaux. Ainsi les soldats participent au plan Vigipirate pour protéger les lieux publics contre le terrorisme. Ils interviennent après des catastrophes naturelles, comme la Marine nationale au Vanuatu. Ils participent aussi à des missions de paix avec l'ONU ou l'OTAN, comme en Macédoine en 2001. En conclusion, l'armée française, désormais professionnelle, assure la sécurité des Français et contribue à la paix dans le monde.

Troisième partie : Repères chronologiques et spatiaux (6 points)

1. Repères spatiaux (3 points). Sur le planisphère centré sur le Pacifique : 1 au milieu de la carte, dans l'océan Pacifique. Le 2 se place sur la Chine, à l'est de l'Asie. Le 3 désigne le Japon, archipel à l'est de la Chine. Pour le 4, il faut viser la Nouvelle-Calédonie, petite île au nord-est de l'Australie. Le 5 se place sur les États-Unis, à droite du Pacifique, au centre de l'Amérique du Nord. Enfin, le 6 désigne la France, à l'ouest de l'Europe, tout à droite de la carte. Chaque repère bien placé vaut 0,5 point.

2. Nouvelle-Calédonie (1,5 point). 1946 : la Nouvelle-Calédonie devient un territoire d'outre-mer et l'on abolit le code de l'indigénat. Les Kanak ne sont plus des sujets mais des citoyens français. Vers 1100 ans avant J.-C. : arrivée des premiers habitants, les Austronésiens porteurs de la culture Lapita. Ils voyagent en pirogue. Milieu du XIXème siècle : la France prend possession de la Nouvelle-Calédonie en 1853. Elle commence la colonisation (bagne à partir de 1864).

3. Années (1,5 point). Hégire : 622. Révolutions russes : 1917 (février et octobre). Découverte de la Nouvelle-Calédonie par James Cook : 1774.

Conseils pour le jour J

- Pour un document image comme la brochure du Front populaire, décris d'abord ce que tu vois (titre, slogans, photographies). Explique ensuite ce que cela signifie pour la France de 1935.

- Pour citer les partis du Front populaire, apprends les trois noms et leur poids dans l'Assemblée : communistes, socialistes, radicaux.
- En éducation civique, distingue bien les rôles du Président, du Gouvernement et du Parlement. Le schéma du document est la source de ta réponse.
- En géographie, utilise le vocabulaire précis : migration économique ou politique, pays de départ et d'accueil, réfugiés, transferts d'argent.
- Révise les repères de ta collectivité : 1100 av. J.-C., 1774, 1853, 1946, 1988 pour la Nouvelle-Calédonie.